N°. 125. 1852.

NEDERLANDSCHE STAATS-COURANT.

JE MAINTIENDRAI.

De prijs dezer Courant met het Bijblad is f 30 's jaar; die van de Courant alleen f 20 en die van het Bijblad alleen f 15.

De prijs der advertentien is 25 cents voor den regel bij iedere plaatsing buiten de zegelgelden en briefporten.

DONDERDAG 27 MEI.

Bij deze Courant behoort een bijvoegsel.

NEDERLANDEN.

(Staatsblad n°. 95.) *WET van den 26sten April 1852, tot goedkeuring van artikelen van het Verdrag van Handel en Scheepvaart met* Pruissen *en de verdere Staten van het* Duitsche Tolverbond.

WIJ WILLEM III, BIJ DE GRATIE GODS, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBURG, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien, of hooren lezen, salut! doen te weten:

Alzoo Wij in overweging genomen hebben, dat verschillende bepalingen van het, den 31sten December 1851, tusschen de Nederlandsche gevolmagtigden en den Pruissischen gevolmagtigde, zoo namens het Koningrijk Pruissen en de in het Pruissische tol- en belastingstelsel begrepen Staten, als namens de verdere Staten van het Duitsche Tolverbond, te 's Gravenhage gesloten handels- en scheepvaart-verdrag, wettelijke regten betreffen;

Gelet op het laatste gedeelte van art. 57 der Grondwet,

Zoo is het, dat Wij, den Raad van Staten gehoord en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

Eenig artikel.

Worden goedgekeurd de artt. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 en § 2 van het protocol, artt. 13, 16 en § 4 van het protocol, artt. 18, 19 en § 6 van het protocol, artt. 20, 21, 22, 24 tot aan de woorden: "par réciprocité les sujets Néerlandais", 26, 29, 30, 31, 32, 33, 34 en 35 van het den 31sten December 1851, tusschen de Nederlandsche gevolmagtigden en den Pruissischen gevolmagtigde, zoo namens het Koningrijk Pruissen, en de in het Pruissische tol- en belastingstelsel begrepene Staten, als namens de verdere Staten van het Duitsche Tolverbond, te 's Gravenhage gesloten, handels- en scheepvaart-verdrag, welke artikelen aldus luiden:

Art. 1. Les navires des Pays-Bas, qui entreront sur lest ou chargés dans les ports du Zollverein, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires du Zollverein, qui entreront sur lest ou chargés dans les ports Néerlandais, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront pas assujettis à des droits de tonnage, de balisage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, ou à d'autres droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux navires nationaux, à leur entrée et pendant leur séjour dans ces ports, ou à leur sortie.

Art. 2. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre partie.

Les marchandises importées dans les ports des Pays-Bas ou du Zollverein par des navires appartenant à l'une ou à l'autre partie, pourront être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature, plus forts que ceux auxquels sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 3. Les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées de quelque pays que ce soit, par navires des Pays-Bas dans les ports du Zollverein, ou par navires du Zollverein dans les ports des Pays-Bas, de même les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, exportées pour quelque destination que ce soit, des ports des Pays-Bas par navires du Zollverein, ou des ports du Zollverein par navires Néerlandais, ne payeront dans les ports respectifs d'autres ou de plus forts droits d'entrée ou de sortie, imposés actuellement ou à imposer à l'avenir, que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires nationaux.

Art. 4. Les exemptions, primes, restitutions de droits ou autres faveurs ou avantages de ce genre, qui sont ou qui pourraient à l'avenir être accordés dans les États de l'une des hautes parties contractantes aux navires nationaux ou à leurs cargaisons, soit pour l'entrée, soit pour la sortie ou pour le transit, seront également accordés tant aux navires de l'autre partie qu'à leurs cargaisons, sans égard au pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons sont destinés.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas à l'exemption du droit de tonnage et d'autres faveurs spéciales de même nature, dont jouissent dans chaque Etat les navires employés à la pêche nationale.

Art. 5. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre partie; la volonté des deux hautes parties contractantes étant, que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 6. Les navires des Pays-Bas entrant dans un des ports du Zollverein et les navires du Zollverein entrant dans un des ports Néerlandais, et qui ne voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. 7. Les navires de l'une des hautes parties contractantes, entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le navire soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et réchargements motivés par le besoin de réparer les bâtiments, ne seront point considérés comme opérations de commerce.

Art. 9. L'intention des hautes parties contractantes étant de n'admettre aucune distinction entre les navires de leurs Etats respectifs, en raison de leur nationalité, en ce qui concerne l'achat de produits ou d'autres objets de commerce importés dans ces navires, il ne sera donné à cet égard, ni directement ni indirectement, ni par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en leur nom ou sous leur autorité, aucune priorité ou préférence aux importations par navires indigènes.

Art. 10. Les stipulations qui précèdent (artt. 1 — 9) s'appliquent également à la navigation maritime, à la navigation fluviale et à la navigation de toutes les voies d'eau navigables, appartenant aux hautes parties contractantes, soit naturelles, soit artificielles, fleuves, rivières, canaux, chenaux ou de quelque autre espèce ou dénomination que ce soit, sans exception aucune et dans quelque direction que ce soit.

L'assimilation des pavillons respectifs avec le pavillon national pour la navigation sur toutes les voies d'eau mentionnées ci-dessus, s'applique expressément au droit de naviguer sur ces voies d'eau, et aux droits ou péages à acquitter par les navires, soit pour cette navigation même, soit dans les ports sur les dites voies d'eau, sans aucun égard à la nature des navires, que ce soient des navires de mer ou de rivière, que les premiers (navires de mer) soient considérés ou non comme des bâtiments du Rhin, conduits par un navigateur à patente, enfin sans égard au pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons soient destinés.

§ 2 *van het protocol.* Le cabotage maritime dans les Pays-Bas étant ouvert à la navigation sous pavillon étranger aux-mêmes conditions qu'au pavillon national, les navires du Zollverein conserveront le droit d'exercer le cabotage dans toute l'étendue du Royaume des Pays-Bas sous les mêmes conditions. Tous les ports praticables pour des navires de mer leur seront ouverts à cet effet, soit qu'ils y parviennent immédiatement par mer, ou par d'autres voies d'eau quelconques.

Art. 13. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans le pays de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront détenus dans les maisons d'arrêt du pays, à la requisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul, qu'après que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Il est entendu, que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des dispositions qui précèdent.

Art. 16. Les bâtiments du Zollverein ainsi que leurs cargaisons jouiront dans les Pays-Bas de la franchise entière:

1. des droits, déterminés par le XVIme et le XVIIme article supplémentaires à la convention de Mayence du 31 Mars 1831;

2. du droit de reconnaissance, réglé par le tarif B annexé à la même convention;

3. du droit fixe, établi d'après l'article IV et l'annexe A de la convention de Mayence précitée, pour le passage par le territoire des Pays-Bas, depuis Krimpen et Gorcum jusqu'à la pleine mer, et vice versa;

4. du droit fixe, perçu pour le passage entre la Belgique et le Rhin par les eaux dites intermédiaires, indiquées à l'art. 2 du règlement d'Anvers du 20 Mai 1843, savoir: par toutes les voies navigables communiquant de l'Escaut Occidental au Rhin, y compris le Sloe, l'Escaut Oriental et la Meuse;

5. du droit de navigation sur la Meuse et l'Yssel; enfin

6. de tout autre droit ou péage qui existerait actuellement ou qui serait établi à l'avenir, soit sur les eaux auxquelles s'appliquent les droits mentionnés sous les nº. 1 à 5 du présent article, soit sur toutes les autres voies navigables situées sur le territoire des Pays-Bas, ainsi que les unes et les autres sont désignées à l'alinéa 1 de l'art. 10.

Les bâtiments du Zollverein, ainsi que leurs cargaisons, jouiront de la franchise entière stipulée ci-dessus, quel que soit le lieu de leur départ, de leur provenance ou de leur destination, et quelle que soit la direction dans laquelle le transport se fasse, dans tous les cas, et nommément:

a. que les marchandises passent par les Pays-Bas en transit direct, soit qu'elles viennent du Rhin pour entrer en mer ou pour aller en Belgique, soit qu'elles viennent de la mer ou de la Belgique pour aller au Rhin ou dans une autre direction quelconque;

b. que les marchandises viennent du Rhin, de la mer ou de la Belgique, pour être déchargées ou transbordées dans les Pays-Bas, et quelle que soit leur destination ultérieure;

c. que les marchandises soient chargées dans les Pays-Bas, et qu'elles passent soit à un autre endroit situé dans les Pays-Bas, soit au Rhin, soit à la pleine mer, soit en Belgique.

§ 4 *van het protocol.* Il est bien entendu que par cette stipulation il n'est pas dérogé à celle renfermée dans le paragraphe troisième de l'article neuf du traité de Londres du dix-neuf Avril mil huit cent trente neuf pour les navires du Zollverein qui se rendent par l'Escaut Occidental de la Belgique à la pleine mer et vice versa. Il s'entend de même que cette stipulation ne s'applique pas aux droits de tonnage maritime, de pilotage, de fanaux, balises et bouées, de canaux, écluses et ports, en autant que ces droits existent également pour les bâtiments Néerlandais, et en autant qu'ils ne sont pas réduits ou abolis par le présent traité. Une augmentation ne pourra avoir lieu, et chaque réduction s'appliquera de plein droit aux navires du Zollverein.

Art. 18. Les taxes de pilotage actuellement existantes sur le Rhin Néerlandais, le Waal et le Leck, entre Lobith, Dordrecht et Rotterdam ou bien Amsterdam, seront réduits de cinquante pour cent. Il ne sera perçu sur le territoire fluvial Rhénan susmentionné aucun droit de balisage ni de bouée.

Art. 19. Les navires du Zollverein, sans distinction aucune, auront le droit de choisir telle voie qu'il leur plaira pour traverser les Pays-Bas, du Rhin à la pleine mer ou vice versa. Nonobstant l'abolition du droit fixe, ils jouiront à leur passage de tous les avantages et de toutes les facilités, soit de douane, soit autres, assurés par la convention de Mayence du 31 Mars 1831 aux navires faisant partie de la navigation Rhénane et à leurs cargaisons, transitant du Rhin à la pleine mer ou vice versa, par les voies désignées à l'art. 8 de la dite convention.

De même, les navires et les trains de bois du Zollverein, sans distinction aucune, auront le droit de choisir telle voie qu'il leur plaira pour traverser les Pays-Bas, du Rhin en Belgique ou vice versa. Nonobstant l'abolition du droit fixe, ils jouiront à leur passage de tous les avantages et de toutes les facilités, soit de douane, soit autres, mentionnés dans le règlement d'Anvers du 20 Mai 1843, relatif à la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

§ 6 *van het protocol.* Il s'entend que les avantages, mentionnés à l'alinéa 1 de cet article ne s'appliquent pas aux règlements de police ni à la jurisdiction exceptionnelle, établis par la convention de Mayence, quand les navires auront quitté le territoire fluvial Rhénan des Pays-Bas. Quant à l'alinéa 2, on s'est référé au règlement d'Anvers du 20 Mai 1843, pour ne pas devoir citer spécialement toutes les facilités mentionnées dans ce règlement.

Il s'entend que ces facilités sont garanties aux navires du Zollverein et à leurs cargaisons, aussi pour le cas inattendu, que ce règlement serait aboli en tout ou en partie, ou même temporairement. Il est convenu de même que chaque facilité ultérieure accordée ou à accorder aux navires nationaux ou aux navires Belges, s'applique de plein droit aux navires du Zollverein et à leurs cargaisons.

Art. 20. Les navires, uniquement chargés de houille, continueront à jouir, aux conditions actuellement existantes, des facilités qui leur sont accordées par rapport à la faculté de déclarer leurs chargements au premier bureau à l'entrée à Lobith, suivant l'échelle de jaugeage, dont ils sont pourvus aux termes de la convention de Mayence du 31 Mars 1831.

Art. 21. Seront exempts du droit de patente, ainsi que de tout autre droit personnel, à raison de leur profession, les bateliers respectifs pour tous les voyages qu'ils feront entre le territoire du Zollverein et celui des Pays-Bas, soit chargés ou sur lest.

En ce qui concerne la navigation à l'intérieur, il a été convenu que les bateliers du Zollverein ne payeront dans les Pays-Bas par année qu'un droit de 20 cents par tonneau d'un mètre cube (sauf 28 pour cent additionnels), et que les bateliers Néerlandais ne payeront au maximum dans chacun des États du Zollverein que le droit de patente existant actuellement dans ces États.

Ne sera pas considéré comme navigation à l'intérieur le transport, soit des marchandises que les bateliers apportent du territoire du Zollverein aux Pays-Bas ou vice versa, pour un ou pour différents endroits de l'autre pays, situés dans le cours de leur voyage, soit des marchandises que les bateliers retournants exportent d'un ou de différents endroits de l'autre pays situés dans le cours de leur voyage.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux bateaux à vapeur.

Il est bien entendu du reste, que les dispositions qui précèdent s'appliquent, sans exception, à toutes les voies d'eau indiquées à l'alinéa 1 de l'art. 10.

Art. 22. Pour écarter, autant que possible, tout ce qui pourrait entraver le commerce et la navigation du Rhin et des autres voies navigables, les hautes parties contractantes s'appliqueront l'une et l'autre à simplifier à cet égard, autant que faire se pourra, les formalités prescrites par leurs lois et règlements de douane.

Les hautes parties contractantes prennent en outre l'engagement réciproque de faire participer les bâtiments de l'autre pays, ainsi que leurs cargaisons, aux exemptions ou diminutions relatives aux droits de navigation, ainsi qu'à tout autre avantage qu'elles pourraient accorder p[ar] la suite aux bâtiments nationaux ou à leurs cargaisons.

Art. 24. Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les sujets des deux hautes parties contractantes, en ce sens que les mêmes facilités, sécurité et protection, dont jouissent les nationaux, sont garanties des deux parts. En conséquence, les sujets respectifs ne payeront point à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux hautes parties contractantes, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs, dont jouiront en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Pour ce qui regarde les fabricants et les marchands de l'un des États des hautes parties contractantes, ainsi que leurs commis-voyageurs qui font dans l'autre État des achats pour les besoins de leur industrie et y recueillent des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises, on est convenu de ce qui suit:

Les sujets de l'un des Etats du Zollverein, qui voyagent dans les Pays-Bas, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'une maison du Zollverein, ne payeront à raison de leur commerce, d'autres droits qu'un droit de patente de 12 florins (sauf 28 pour cent additionnels) par année, au maximum.

Art. 26. La franchise de tout droit de transit par les Pays-Bas [est] assurée pour toutes les marchandises ou objets de commerce, sans distinction d'origine, venant des États du Zollverein ou y allant, quel [que] soit le pays de leur provenance ou de leur destination.

Cette disposition s'applique, sans distinction aucune, à toute [espèce] de voie ou de moyen de transport employé pour le transit par [les] Pays-Bas.

Art. 29. Les produits de toute espèce du sol et de l'industrie [des] États du Zollverein, importés dans les Pays-Bas, que l'importation [ait] lieu par mer, sur les fleuves, canaux ou autres eaux intérieures, ou [par] terre, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que c[eux] qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits simil[aires] de toute autre nation, la plus favorisée. Toute réduction des dr[oits] d'entrée des Pays-Bas sur ces objets, soit générale soit en faveur d'[une] autre nation quelconque, s'appliquera à l'instant même, de plein d[roit] et sans équivalent, aux produits similaires du sol et de l'industrie [des] États du Zollverein.

Art. 30. Les sujets des États du Zollverein jouiront dans les [co]lonies Néerlandaises de toutes les faveurs, qui sont ou qui se[ront] accordées aux sujets de tout autre État Européen le plus favorisé.

Art. 31. Les navires du Zollverein ainsi que leurs cargai[sons] seront traités dans les colonies Néerlandaises sur le même pied [que] les navires nationaux et leurs cargaisons, sans égard au pays d'où [les] navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou l[eurs] cargaisons sont destinés:

1º. par rapport aux droits pesant sur la coque des navires à l'[entrée], pendant leur séjour ou à leur sortie, nommément tous ceux [qui] sont désignés à l'art. 1 du présent traité;

2º. par rapport à la faculté d'importer et d'exporter des produit[s et] objets de commerce, conformément à l'art. 2 du présent traité;

3º. par rapport aux droits quelconques, imposés actuellement o[u à] imposer à l'avenir aux produits et objets de commerce, importés [ou] exportés conformément à l'art. 3 du présent traité.

De même, les stipulations contenues dans les artt. 4 à 9, s'appli[que]rent au commerce et à la navigation avec les colonies Néerlandaises, [et] vice versa.

Le cabotage dans les colonies demeure réservé aux navires N[éer]landais.

Art. 32. Les produits de toute espèce du sol et de l'industrie [des] Etats du Zollverein, importés de quelque pays que ce soit dan[s les] colonies Néerlandaises, ne seront assujettis à d'autres ni de plus [forts] droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur [les] produits similaires de toute autre nation la plus favorisée.

Toute faveur accordée à cet égard, ainsi que par rapport à l'[im]portation des produits coloniaux ou autres, soit pour le commerce général, soit à quelque autre nation en particulier, sera acquise à l'[in]stant même de plein droit et sans équivalent au Zollverein.

Il est fait exception à cette règle, seulement en ce qui concerne [les] faveurs spéciales, accordées ou à accorder par la suite aux nat[ions] Asiatiques pour l'importation des produits de leur sol et de leur in[dus]trie ou pour leurs exportations.

En outre, le Gouvernement Néerlandais s'engage:

a. à assimiler dans ses colonies des Indes Occidentales, tous [les] produits du sol et de l'industrie du Zollverein aux produits du so[l et] de l'industrie des Pays-Bas, quand ils seront importés dans les co[lo]nies par navires Néerlandais ou du Zollverein, ou sous tout autre [pa]villon assimilé au pavillon national;

b. en ce qui concerne les colonies des Indes Orientales, les p[ro]duits ci-après énumérés du sol et de l'industrie du Zollverein, transi[tant] par les Pays-Bas, chargés dans un port des Pays-Bas sur un bâti[ment] Néerlandais ou du Zollverein, ou sous tout autre pavillon assimilé [au] pavillon national, et importés en droiture d'un port des Pays-Bas d[ans] un port situé aux Indes Orientales Néerlandaises, ne payeront dans [ces] colonies que les droits fixés par le tarif actuellement en vigueur p[our] l'importation directe des Pays-Bas de ces objets, savoir:

Bois et marchandises en bois, à l'exception de futailles	ad valorem	6
Bougies de spermaceti, de composition etc. . .	le kilogr.	21 ce[nts]
Comestibles, à l'exception de ceux spécialement désignés au tarif	ad valorem	12
Drogueries et médicaments	„	6
Eaux minérales en cruches ou en bouteilles, les	100 cr. ou bout.	
Etoffes en soie, y compris le velours	ad valorem	6
Matériaux pour la construction et l'armement des navires, à l'exception de cordage et de toile à voiles .	„	6
Mercerie, y compris la bijouterie fausse et verroterie	„	6
Poudre et armes à feu	„	6 %
Quincaillerie (galanterie-waren)	„	12 %
Savon	„	6 %
Tabac, tant en feuilles que préparé	le kilogr.	8 cen[ts]

Tous les objets non-dénumérés au tarif d'importation en vigueur aux Indes Orientales, produits de l'Europe, de l'Amérique ou du Cap de Bonne-Espérance . . . . ad valorem 6 %.

Toute réduction ultérieure par rapport à ces objets, faite en faveur des provenances des Pays-Bas, sera acquise à l'instant même, de plein droit et sans équivalent, aux produits similaires du sol et de l'industrie du Zollverein aux mêmes conditions que celles énoncées ci-dessus sous *b*.

Art. 33. Si une des hautes parties contractantes accordait par la suite à quelqu'autre Etat des faveurs en matière de commerce ou de douane, autres ou plus grandes que celles convenues par le présent traité, les mêmes faveurs deviendront communes à l'autre partie, qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle, en quel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les hautes parties contractantes.

Art. 34. Il sera loisible à tout Etat de l'Allemagne, qui fera partie du Zollverein, d'adhérer au présent traité.

Art. 35. Le présent traité restera en vigueur jusq'au 1er Janvier 1854, et, à moins que six mois avant l'expiration de ce terme l'une ou l'autre des hautes parties contractantes n'ait annoncé par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, le traité restera en vigueur, à partir du 1er Janvier 1854, pendant douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Lasten en bevelen, dat dit in het *Staatsblad* zal worden geplaatst en dat alle ministeriële departementen, autoriteiten, collegien en ambtenaren, wien zulks aangaat, aan de naauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven te Groningen, den 26sten April 1852.

WILLEM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN SONSBEECK.
De Minister van Finantien,
VAN BOSSE.
De Minister van Kolonien,
CHS. F. PAHUD.

Uitgegeven den tienden Mei 1852.
De Staatsraad, Directeur van het Kabinet des Konings,
A. G. A. VAN RAPPARD.

Bij Koninklijk besluit van den 23sten Mei 1852, n°. 8, zijn verleend de volgende pensioenen, als aan:

NAAM.	QUALITEIT.	Bedrag van het pensioen	Artt. der wet van 9 Mei 1846 (*St.* n°. 24) krachtens welke pensioen is verleend.	Redenen van pensionering.
S. du Pré,	ontvanger der directe belastingen en accijnsen te Bredevoort.	f 198	5 en 43	Wegens ligchaamsgebreken.
G. H. Sinkel,	visiteur der in- en uitg. regten en accijnsen te Amsterdam.	395	id.	id.
B. de Ruijter,	idem.	630	id.	id.
O. Engelhart of Engelhardt,	idem.	828	id.	id.
S. Toussaint,	idem.	789	id.	id.
F. A. de Raadt,	idem.	968	id.	id.
P. H. Meijerse,	commies der 1ste kl. bij 's Rijks belastingen te Vlaardingen.	[illegible]	id.	id.
H. Notebosch of Noteboes,	idem te Arnhem.	340	id.	id.
G. Kuster,	idem te Utrecht.	147	id.	id.
G. van der Goes,	idem der 3de klasse te Rotterdam.	360	id.	id.
J. Dirck of Dirks,	idem te Someren.	188	id.	id.
J. Schuppert of Schubert,	idem te Zierikzee.	215	id.	id.
H. C. L. J. van Cattenburg,	commies bij 's Rijks entrepôt te Amsterdam.	362	id.	id.
G. Dekker,	idem.	311	id.	id.
A. S. Vos,	sloppreeijer en buitengewoon commies bij 's Rijks bel. te Helder.	353	id.	id.
B. Ottenhoff,	schatter van het slagtvee te Groningen.	258	id.	id.
H. Franken,	idem te Oude en Nieuwe Pekel-A.	40	id.	id.
D. de Boer, wed. van W. Hengst,	in leven ontvanger der directe belastingen, en accijnsen te Gaast.	156	50 en 51	Verkregen regten
A. Z. Schepers, wed. van J. van Praag,	in leven ontvanger der dir. bel. in- en uitg. regten en accijnsen te Termunterzijl.	692	id.	id.
J. M. Parvé, wed. van H. A. C. Tierens,	in leven directeur van het postk. te Heusden.	256	id.	id.
W. H. Lotze, wed. van F. Buchner,	in leven 1ste boekhouder bij 's Rijks entrepôt te Amsterdam.	661	id.	id.
M. Stark, wed. van J. Valkenburg,	in leven commies te paard 1ste kl. 's Rijks bel. te Groenlo.	372	63	id.
C. Agter den Bosch, wed van A. Jouvenaz,	in leven commies der 3de kl. bij 's Rijks bel. te Oss.	63	id.	id.
J. van den Boom, wed. van M. van der Horst,	idem der 4de klasse te Nijmegen.	61	id.	id.
E. van Heist, wed. van A. Laverman,	in leven brievenbesteller aan het postkantoor te Leyden.	180	50 en 51	id.
J. Meijer, wed. van J. van der Scheer,	in leven ontvanger der dir. bel. en accijnsen te Beilen.	618	id.	id.
K. van Holtick, wed van D. van Veen,	in leven commies der 4de klasse bij 's Rijks belastingen te Wimmenum.	72	63	id.

Bij besluit van 25 Mei jl., n°. 50, heeft Zijne Majesteit goedgevonden de door den gemeenteraad van Hoog-Blokland gedane benoeming van den burgemeester *C. F. Gerdessen Timmermans* tot secretaris, met Zijne goedkeuring te bekrachtigen.

Bij besluit van 25 Mei jl., n°. 52, heeft Zijne Majesteit goedgevonden:

1°. eervol ontslag te verleenen aan *J. van Ginneken*, als burgemeester van Teteringen;

2°. te benoemen tot burgemeesters der gemeenten:

Deurssen en Dennenburg, *F. van der Putten*;
Diessen, *B. E. A. van Dijck*;
Halsteren, *H. Rubbens*;
Oud- en Nieuw-Gastel, *J. Mastboom*;
Teteringen, *A. H. van Dijck*;
Lith, *W. van Kreij*;
Aarle-Rixtel, *H. T. Goossens*.

Bij Zijner Majesteits besluit van den 19den Mei 1852, n°. 21 is de luitenant ter zee van de 1ste klasse *G. Klinkert* op zijn verzoek eervol afgevoerd uit het corps zee-officieren der Nederlandsche Marine met den rang van kapitein-luitenant ter zee, krachtens § 1 *a* van art. 33 der wet van den 28sten Augustus 1851 (*Staatsblad* n°. 126), met ingang van den eersten Julij aanstaande ter zake van langdurige dienst, op pensioen gesteld en aan hem krachtens art. 13 en lit. *a.* van art. 14 der wet van gelijke dagteekening (*Staatsblad* n°. 127) een jaarlijksch pensioen van f 1100 toegekend.

Zijne Majesteit heeft bij besluit van den 25sten dezer, n°. 46, goedgevonden, den kapitein *J. R. C. de Stuers*, van den generalen staf, op zijne aanvrage, ter zake van ligchaamsgebreken en alzoo krachtens art. 42 § 16 der wet van 28 Augustus 1851 (*Staatsblad* n°. 128), op pensioen te stellen, en het bedrag van dat pensioen, ingevolge de artt. 13, 14*b*, 16 en 19 der wet van 28 Augustus 1851 (*Staatsblad* n°. 129), te bepalen op duizend drie honderd twee en dertig gulden (f 1332).

Zijne Majesteit heeft bij besluit van den 25sten dezer, n°. 47, goedgevonden:

1°. te benoemen bij den generalen staf van het leger, tot kapitein van de 3de klasse (naar ouderdom van rang) den 1sten luitenant *J. A. van den Bosch*, van gemelden staf, en

2°. te verplaatsen, bij den generalen staf van het leger, den 1sten luitenant *H. J. Enderlein*, van het corps ingenieurs, mineurs en sapeurs.

MINISTERIE VAN FINANTIEN.

De Minister van Finantien brengt bij deze ter kennis van de belanghebbenden, dat krachtens de wet van 22 April 1852 (*Staatsblad* n°. 63), op Donderdag den 1sten Julij 1852 en vervolgens zullen worden afgelost alle niet vroeger uitgelote aandeelen in de bij de wet van 14 Februarij 1843 (*Staatsblad* n°. 6) vastgestelde geldleening voor den aanleg van een steenweg van Maastricht tot de Geldersche grenzen, en dat mitsdien de rente dier leening niet verder dan tot den verschijndag van 1 Julij 1852 kan worden goedgedaan.

De aflossing zal, zoo in het algemeen als voor de provincie Noordholland in het bijzonder, plaats hebben ten kantore van den betaalmeester te Amsterdam, tegen intrekking der aandeelen, in dorso voor voldaan geteekend, en voorzien van den daarbij behoorenden coupon te verschijnen op 1 Januarij 1853; terwijl ook gelijke aflossing zal kunnen geschieden ten kantore van de betaalmeesters in de hoofdplaatsen der overige provincien en van dien te Rotterdam, doch alleen voor die aandeelen, van welker nommers daartoe voor of op 10 Junij 1852 aan deze betaalmeesters opgave is gedaan.

's Gravenhage, den 3den Mei 1852.

De Minister voornoemd,
VAN BOSSE.

BUITENLANDSCHE BERIGTEN.

FRANKRIJK.

De *Moniteur* behelst eene aanschrijving des ministers van openbaar onderwijs aan de bestuurders der staatsinrigtingen van middelbaar en hooger onderwijs, ter toelichting van het decreet van den 10 April jl. Eenige bepalingen van dit decreet hebben afkeuring van deskundigen ontmoet, vooral de bepaling dat de leerlingen die zich aan de wetenschappen willen wijden, voortaan reeds van hun veertiende jaar af niet langer gezamenlijk onderwezen worden met degenen wier eigenlijk vak de letterkunde is. Hierdoor worden de leerlingen, naar veler oordeel, al te vroeg tot de keuze eener loopbaan en tot een bepaald vak van studie genoopt. Deze beschouwing wordt door den minister wedersproken. „Het decreet — zegt hij in de aanschrijving — bakent twee evenwijdige wegen af, die tot het einddoel der staatsopvoeding leiden. Maar maakt het eene volstrekte scheiding tusschen die beide? Is het waar dat met een bepaald tijdstip voor een gedeelte der leerlingen de letteren en voor het andere gedeelte de wetenschappen als ophouden te bestaan? De ontkennende beantwoording dezer vraag ligt reeds in het derde artikel van het decreet, hetwelk zegt, „ dat de schoolprogramma's de lessen zullen aanwijzen die aan beide afdeelingen gezamenlijk zullen kunnen gegeven worden." Hoe zou ook bij de regering het denkbeeld kunnen opkomen, aan de leerlingen der letterkundige afdeeling de kennis van de eerste beginselen der wetenschappen te ontzeggen, en de leerlingen der wetenschappelijke afdeeling van alle letterkundige beschaving verstoken te houden? De ouders kunnen er staat op maken dat in de eene afdeeling zoowel als in de andere een onbekrompen, echt liberaal onderrigt zal gegeven worden. Men behoeft niet te vreezen dat de leerling der eene, zijne studien volbragt hebbende, beneden dien der andere zal staan: elk zal zijne eigene verdienste hebben, maar beiden zullen, elk in zijn vak, een volledig ontwikkeld mensch zijn. Bezit de een uitgebreider wetenschappelijke kennis, de ander zal meer bekend zijn met de schoonheden der oude en der nationale letteren: maar beiden zullen ook buiten hun eigenlijk vak de noodige kundigheden opgedaan hebben. Dien ten gevolge zal ook een leerling, die later blijken mogt voor de gekozen loopbaan geene roeping of geschiktheid te hebben, nog zonder groot bezwaar tot de andere afdeeling kunnen overgaan en daarin den verloren tijd door meerdere inspanning inhalen; en zoo zal ook hij die de eene afdeeling doorloopen heeft, des verlangende, mede in de andere den graad kunnen verwerven.

„Wij willen derhalve geen scheidsmuur tusschen de wetenschappen en de letteren optrekken; wij zullen ze in eene behoorlijke mate verbinden, en bij het examen in de wetenschappen zullen blijken van letterkundige vorderingen, bij het examen in de letteren blijken van

wetenschappelijke kennis worden gevorderd. Zoo kon dan ook het examen in de wetenschappen gesteld worden tot eenige voorwaarde der toelating tot de studie der geneeskunde; behoeven de studenten in de geneeskunde niet langer een voorafgaand examen in de letteren af te leggen, zij zijn daarom nog niet vrijgesteld van de kennis der letteren, waarvan dat examen een blijk moest zijn; zij zijn daarom nog niet vrijgesteld van het lezen der geschriften van Celsus en Galenus in de oorspronkelijke taal."

— Men leest in den *Constitutionnel* het volgende: » Van regeringswege is aan den Staatsraad een wets-ontwerp betreffende de inkomende regten voorgelegd; eene der voornaamste bepalingen daarvan strekt om het verbod van invoer van eenige soorten van aardewerk op te heffen en door een invoerregt te vervangen. Het verbod van invoer is het krachtigste, het uiterste middel van bescherming, en het behoort alleen te worden in stand gehouden zoo lang het in de daad onmisbaar is tot beveiliging der belangen van den nationalen arbeid. Het verbod van invoer der bedoelde soorten van aardewerk heeft het mogelijk gemaakt de vervaardiging daarvan tot een onzer eigen nijverheidstakken te maken, en de regering heeft met het oog op de groote vorderingen welke daarin hier te lande zijn gemaakt, geoordeeld dat thans de tijd kon gekomen zijn om in dit opzigt van het verbodstelsel af te gaan. Wij willen hopen dat onze aardewerk-fabrieken zich thans in de daad zonder de bescherming eener verbodsbepaling zullen kunnen staande houden; doch dit zal alleen onder eene bepaalde voorwaarde mogelijk zijn, te weten dat het invoerregt hoog genoeg worde gesteld om die fabrieken tegen de mededinging der buitenlandsche krachtdadig te beschermen."

De *Constitutionnel* is een ijverig voorstander van het beschermend stelsel en verdedigt het met kracht tegen het *Journal des Débats* en tegen den beroemden staathuishoudkundige Michel Chevalier, die thans lid van den Staatsraad is en reeds lang in het *Journal des Débats* en laatstelijk ook in een afzonderlijk uitgegeven geschrift, eene trapsgewijze invoering van het vrijhandelstelsel aan Frankrijk heeft aanbevolen. De Prins-President heeft meermalen doen blijken dat hij, naar het voorbeeld des Keizers, het beschermend stelsel in beginsel voorstaat; doch volgens sommigen is hij van oordeel dat de toepassing daarvan in Frankrijk eenigermate beperkt dient te worden, als zijnde het deels verkeerdelijk toegepast en deels met zoo goed gevolg dat eene mindere mate van bescherming thans voldoende zou zijn. Uit het bovenstaande artikel van den *Constitutionnel* wordt opgemaakt, dat de ultra-protectionnisten, die in de gelegenheid zijn om de denkwijze van den President en van zijn gouvernement te kennen, daar niet zooveel ijver voor het beschermend stelsel vinden, als zij wenschen.

ENGELAND.

Te Windsor, waar de Koningin veelal verblijf houdt, moest ten gevolge van het overlijden van een der beide parlementsleden van die stad, eene verkiezing plaats hebben. Vroeger werd hier gewoonlijk de uitslag der verkiezing door den invloed van het hof beslist; verscheiden pogingen om de kiezers van dien invloed onafhankelijk te maken, waren mislukt, en nimmer was er een aan het hof onwelgevallig persoon gekozen, dan bij de algemeene verkiezingen in het jaar 1835, doch de toen gekozene werd door het Lagerhuis niet toegelaten dewijl hij onzuivere middelen tot bevordering zijner verkiezing bleek te hebben aangewend. Het aantal op de kiezerslijst ingeschreven personen bedraagt slechts 710, en daaronder zijn velen die zelven of wier naaste betrekkingen van het hof afhankelijk zijn. Bij deze verkiezing werd door Hare Majesteit het verlangen te kennen gegeven dat van de zijde des hofs elke poging om door bedreiging of vreesaanjaging op de verkiezing invloed uit te oefenen, zoude worden nagelaten; evenwel heerschte onder het publiek te Windsor de meening dat het hof den loop der verkiezing niet onverschillig aanzag en dat aanzienlijke personen zich daarmede bemoeiden. Men twijfelde dan ook niet dat, daar de invloed des hofs in Engeland altijd aan het ministerie van den dag te dienste staat, de ministeriele candidaat, de heer Vansittart, te Windsor zoude worden verkozen; te meer verwachtte men dit, dewijl hij in de plaats zelve nabestaanden en bezittingen had. Doch toen hij, den 21sten dezer, den voor de stemming bepaalden dag, voor de kiezers verscheen, werd hij met zoo luid gefluit ontvangen dat hij zijne rede, waarin hij zich voor het ministerie Derby, voor de belangen van het landbedrijf, voor de afschaffing van het rijkssubsidie voor het Roomsche seminarie van Maynooth, verklaarde, niet ten gehoore der kiezers kon brengen. Intusschen werd een klein brood en een groot brood op een staak onder de menigte rondgedragen, als zinnebeelden van hetgeen bescherming en hetgeen handelsvrijheid aan het volk aanbrengen.

Na hem trad zijn mededinger op, de heer Grenfell, die verklaarde een ijverig lid der liberale partij en een warm voorstander der handelsvrijheid te zijn, doch ook geen tot luisteren gezind publiek vond.

Daar de stemming bij handopsteking eene overgroote meerderheid voor den heer Grenfell opleverde, vroeg de andere candidaat eene hoofdelijke stemming. Deze had den volgenden dag plaats, en de uitslag was dat de liberale candidaat met 380 stemmen verkozen is, terwijl de ministeriele slechts 280 op zich vereenigde.

Men hecht aan deze verkiezing gewigt, en wijst daarop als een blijk van constitutionele gezindheid bij het hof, van onafhankelijkheid bij de kiezers, en van ingenomenheid met het vrijhandelsstelsel bij het volk.

— Den 22sten dezer is te Woolwich het oorlogsschip *Agamemnon* te water gelaten. Het is een linieschip van 90 stukken geschut, met een schroefstoomtuig van 600 paardenkracht voorzien, doch tevens geheel als een zeilschip ingerigt, zoodat het zonder behulp der stoomkracht de beste zeilschepen kan op zijde blijven. Dit is het eerste linieschip der Britsche vloot, hetwelk van den beginne af voor het voeren van een stoomtuig ingerigt is. Het is in korten tijd afgebouwd, zijnde de kiel in December 1849 gelegd.

DUITSCHLAND.

Volgens de *Wiener Zeitung* van den 22sten dezer is de graaf Colloredo Wallsee tot Oostenrijksch gezant bij het Britsche hof benoemd.

— De Berlijnsche bladen melden thans als zeker, dat in eenen op den 21sten dezer gehouden ministerraad, met algemeene stemmen op eene na, besloten is, de Kamers, zoo als zij thans bestaan, niet weder bijeen te roepen, maar eene voorloopige kiesverordening uit te vaardigen, naar welke de leden der Eerste Kamer zullen moeten worden verkozen. Dit besluit had echter de bekrachtiging des Konings nog niet erlangd.

— Uit Hannover wordt aan de *Kölnische Zeitung* gemeld: » De verklaring van Hannover in antwoord op de door Beijeren ter tolconferentie gedane voorstellen, is door de *Mainzer Zeitung* allezins juist medegedeeld [zie ons n°. 118]. Pruissische bladen trachten aan deze, der Pruissische regering juist niet aangename verklaring eene zooveel mogelijk onschuldige uitlegging te geven. Intusschen blijkt toch uit haren inhoud duidelijk genoeg, dat Hannover niet ongezind is om, reeds voor de sluiting van het nieuwe tolvereenigingsverdrag, met Oostenrijk in onderhandeling te treden. In dit opzigt houdt Hannover zich dus niet aan het Pruissische programma, en het kon ook niet wel anders handelen nadat het eenmaal eenen gevolmagtigde ter Weener conferentie afgevaardigd had. Maar men gaat ongetwijfeld te ver, wanneer men uit die verklaring eene toenadering van Hannover tot de plannen der Darmstadter coalitie wil afleiden. Onze regering moet wel is waar eenigermate in de vrees van deze voor den overmagtigen invloed van Pruissen en voor de weifelachtige Pruissische politiek deelen; maar zij kan geenszins met de coalitie voor » eene voldoende bescherming" van den nationalen arbeid ijveren. Elke poging om het stelsel der beschermende regten nog verder uit te breiden dan bij het verdrag van September geschied is, zou allerwege in het land den hevigsten tegenstand ontmoeten."

Volgens de berigten uit Berlijn van den 23sten dezer had er sedert de zitting der tolconferentie van den 8sten, waarin zonder vrucht over het Pruissische voorstel nopens de vertegenwoordiging buiten 's lands der tolvereeniging beraadslaagd was, geen nadere vergadering plaats gehad. Daarentegen merkte men op dat de gevolmagtigden van onderscheiden Staten drukke afzonderlijke bijeenkomsten hielden, waaruit men opmaakte dat er onderhandelingen plaats hadden, die geenszins zouden strekken om de spoedige afdoening van de werkzaamheden der conferentie in den geest der Pruissische regering te bevorderen.

BEURS-BERIGTEN.

Parijs 24 Mei: 3 pcts. renten fr. 70.90; idem $4\frac{1}{2}$ pct. 99.95; Londen 24 Mei: 3 pcts. gecons. $99\frac{7}{8}$; Nederl. werkelijke schuld $2\frac{1}{2}$ pcts. $61\frac{1}{2}$; idem 4 pcts. $93\frac{1}{4}$.

BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

'S GRAVENHAGE, *den 26sten Mei* 1852.

De Eerste Kamer der Staten-Generaal heeft heden hare werkzaamheden hervat. Bij de Kamer zijn onder anderen ingekomen de volgende wetsontwerpen, als:

die tot naturalisatie van J. W. Stahl, W. A. T. Frowein, G. H. E. Emmermann, W. H. G. E. de Seiwert, J. L. Veerkamp, F. S. A. Knitel, A. Mistralet, L. P. Wuppermann, L. L. Baehr en P. L. V. Desertine;

dat tot goedkeuring eener dading betrekkelijk de Mijdrechtsche droogmakerij;

dat tot tijdelijke instandhouding van wetten en verordeningen in Limburg; en

dat tot het verleenen van subsidien aan de Rhijnspoorweg-maatschappij.

Nadat de trekking der nieuwe afdeelingen had plaats gehad, hebben de leden zich in hunne afdeelingen vereenigd tot de keuze van voorzitters en onder-voorzitters.

ADVERTENTIEN.

MINISTERIE VAN MARINE.

BERIGT AAN ZEEVARENDEN.

De Minister van Marine, ontvangen hebbende eene bij den Minister van Buitenlandsche Zaken ingekomene mededeeling van Zijner Majesteits Gezant te *Madrid*, die, in verband met de voorloopige kennisgeving, in de *Staats-courant* geplaatst onder dagteekening van den 8sten December 1851, het tijdstip van ontsteking bekend maakt van en nadere opgaven bevat omtrent het kustvuur aan den mond der rivier *Llobregat*, bewesten *Montjuig* bij *Barcelona* (*Catalonie*), brengt alsnu nader ter kennis van de Zeevarenden, dat van *den 1sten Maart* 1852, alle nachten, van den ondergang tot den opgang der Zon, zal branden een Kustlicht, opgerigt op de uitstekende punt, gevormd door uitstrooming der rivier *Llobregat* en wel op haren linker oever, op eene oude Batterij, welke in de Kaarten en Beschrijvingen voorkomt onder den naam van *Torre de la punta del Rio*.

De Standplaats van den Vuurtoren, met opzigt tot de tegenwoordige gedaante der kust aldaar (zijnde laag en veranderlijk, door de uitstrooming der rivier) is als volgt: Afstand van de monding 2520 Castiliaansche voeten (701.4 Ned. el); afstand van het Strand 1803 voeten (501.8 Ned. el); Noorder Breedte 41° 19′ 12″; Lengte, Oost van *Cadix*, 8° 26′ 30″ (Oost van Greenwich 2° 9′ 8″). De lichttoestel is van de tweede grootte, Catadioptrisk van *Fresnel*, ronddraaijende met verduisteringen van 30″ tot 30″, de geheele omdraaijing volbrengende in 6 minuten tijds. Het licht is wit of van natuurlijke kleur, boven den waterspiegel verheven ter hoogte van 116 Castiliaansche voeten (32.28 Ned. el) makende alzoo eene raaklijn op den horizon van 10,5 Engelsche mijlen, weshalve het zooveel verder zigtbaar zal zijn, als de toestand des dampkrings en de hoogte van het oog des waarnemers toelaten.

Om van het Westen komende, de haven van *Barcelona* aan te doen, moet men, zich bevindende op twee Engelsche mijlen ten Zuiden van *Punta Terrosa* (hoog en het meest uitstekende aan deze kust van *Garras*), van daar den koers rigten 12° bezuiden het licht van den vuurtoren, om van de vlakkestranden aan den regter oever der rivier *Llobregat* vrij te loopen en tevens te vermijden eene droogte of rif, gelegen op 0, 8 Engelsche mijl van de monding der rivier in de rigting van Z. Z. O. op 1.5 Engelsche mijl van den vuurtoren. Dezen koers vervolgende kan men op de haven van *Barcelona* aanhouden, wanneer men den vuurtoren in het N. 35° W. peilt, alles naar het regtwijzend kompas.

's Gravenhage, den 16den Februarij 1852.

De Minister voornoemd,
J. ENSLIE.

BERIGT AAN ZEEVARENDEN.

De Minister van Marine

Brengt ter kennis van de Scheepvaart en verdere belanghebbenden, dat de Betonning van de Zuiderzee, bepaaldelijk het vaarwater de *Middelgronden*, met eene Witte Ton is vermeerderd, liggende tusschen de tonnen *Scharhoek* en *Ijelhoek*, op den *Westwal* van genoemd vaarwater, op het merk: de Toren van *Bolsward* over den *Zuidelijksten Molen* bezuiden *Makkum*, in 3 vadem of 50 palmen diepte.

Voor den Minister voornoemd,
De Secretaris-Generaal,
MULLER.

OPENBARE AANBESTEDING.

… Inspecteur in de Eerste Inspectie van Fortificatien of, bij zijne …ndheid, de Eerstaanwezende Ingenieur aan den Helder zal, onder … goedkeuring van den Minister van Oorlog, in het openbaar op …rief Aanbesteden:

Herstellen van het Reduit in het Fort Kijkduin bij den Helder, … Leveren van daartoe noodige Bouwstoffen.

… Aanbesteding zal geschieden op Woensdag den 16den Junij …, des morgens ten elf ure, in het Locaal Tivoli aan den Helder, …ar van den 6den Junij het Bestek zal liggen.

…lichtingen kunnen worden verkregen bij den Eerstaanwezenden …nieur aan den Helder.

PLAATSELIJKE BESTUREN.

BEKENDMAKING.

…e Burgemeesters van Arnhem, Rheden, Westervoort, Duiven en …enaar brengen ter kennisse van de belanghebbenden dat, behalve …tukken betrekkelijk het ontwerp van verlenging van den Rhijnspoor… van Arnhem tot de Pruissische grenzen, nabij Babberik, in de … van Emmerik, vermeld in de publicatien van den 5den Mei dezes …, nog van Zijne Excellentie den Minister van Staat, Commissaris … Konings in deze Provincie, is ontvangen en van en met heden bij …genoemde bedoelde stukken op de Secretarie ter inzage nedergelegd …hoogte-profilteekening voor de uitbreiding van den Rhijn-Spoorweg, …deeld in vijf bladen, voor zooveel de betrokkene Gemeenten Arnhem, …eden, Westervoort, Duiven en Zevenaar betreft; zullende alsnu, met …ratie van vorengemelde publicatie, van en met heden 24 Mei tot …met den 22sten Junij 1852 ingesloten, de gezamenlijke stukken ter vol…ing aan de voorschriften der wet van den 28sten Augustus 1851, rege… de onteigening ten algemeenen nutte (*Staatsblad* n°. 52), ter visie …en. En wordt der belanghebbenden aandacht bepaaldelijk daarop …tigd, dat zij binnen den wettigen termijn, mondeling of schrifte…, hunne bezwaren aan Burgemeester en Wethouders der Gemeen…, binnen welke de aangewezene goederen gelegen zijn, kunnen op…en.

Wijders wordt nog ter kennisse van de belanghebbenden gebragt, dat … eene Algemeene Profilteekening bij het Provinciaal Gouvernement … worden kennis genomen.

… zal deze Bekendmaking geplaatst worden in de *Staats-* en *Arn…che* Couranten en verder op de gebruikelijke wijze worden afgekon… en aangeplakt.

…daan te Arnhem, den 24sten Mei 1852.

De Burgemeester van Arnhem,
VAN PALLANDT.
De Burgemeester van Rheden,
BRANTSEN.
De Burgemeester van Westervoort,
A. M. VAN OORDT.
De Burgemeester van Duiven,
P. S. NASS.
De Burgemeester van Zevenaar,
VAN NISPEN VAN PANNERDEN.

*** Dijkgraaf en Hoogheemraden 's Lands en Groot Waterschap van …oerden zijn voornemens om op Zaturdag den 5den Junij 1852, des …rmiddags ten elf ure, in het Gemeenelandshuis te Woerden, … Inschrijving en opbod aan te besteden:

…Het doen van eenige Herstellingen aan de Sluis en Brug te Bode…ven.

Het Bestek zal acht dagen vóór de Besteding ter lezing liggen … huize van de Weduwe J. W. van der Linden, in het Logement de …gulde Wagen, te Woerden.

Nadere onderrigting te bekomen bij den Heer A. van Selms, Fabriek … het voornoemde Hoogheemraadschap.

*** Aandeelhouders in de Katwijksche Maatschappij: Tot Uitoefe…g van Kust- en Steurharing-Visscherij, worden uitgenoodigd tot het …wonen der Jaarlijksche Vergadering van Deelhebbers, bestemd tot … doen van Rekening, te houden op Vrijdag den 28sten dezer, des …iddags ten vijf ure, ten huize van M. van der Marel, te Katwijk … Zee.

… Balans over het laatste Boekjaar ligt inmiddels ter visie voor …deelhouders, tot den 25sten dezer, ten Kantore van den Directeur …Taat, te Katwijk, en van den 26sten tot den 28sten voor den …dag, ten Kantore van de Heeren Lezwijn & Eigeman, te Leyden.

AKEN-MAASTRICHTSCHE SPOORWEG-MAATSCHAPPIJ.

…e Directie der Aken-Maastrichtsche Spoorweg-Maatschappij noodigt … deze de Heeren Aandeelhouders uit tot het bijwonen der Algemeene …adering, te Aken, op Maandag den 28sten Junij aanstaande, des …middags ten 10 ure, in het Locaal der Societeit de Erholung aldaar. …et vertoonen van het bezit van aandeelen, overeenkomstig Art. 24 … statuten; en de afgifte van toegangskaarten zal plaats hebben op … 26 en 27sten Junij eerstkomende in de Bureaux der Directie, te …tricht en te Aken, tot 6 ure des namiddags.

…aastricht, den 19den Mei 1852.

De Directie der Aken-Maastrichtsche Spoorweg-Maatschappij,
W. CLERMONT, *Vr.*

GEREGTELIJKE AANKONDIGINGEN.

*** Bij Brieven van Meerderjarig-verklaring, door den Hoogen Raad … Nederlanden op den 8sten Mei 1852 verleend, goedgekeurd bij …oninklijk besluit van den 19den Mei 1852, n°. 16, geregistreerd te …Gravenhage den 24sten Mei daaraanvolgende, zijn aan *Maria van …oord*, zonder beroep, wonende onder de Gemeente Kethel, Kanton …dam, gegeven al de Regten bij de wet aan Meerderjarigen toegekend, behoudens de bepaling van art. 478 van het Burgerlijk Wetboek.

Geschiedende hiervan openbare Aankondiging ter voldoening aan art. 486 van hetzelve Wetboek.

's Gravenhage, den 25sten Mei 1852.

G. VAN DER JAGT *Wz.*,
Procureur bij den Hoogen Raad.

*** Bij Brieven van Meerderjarig-verklaring, door den Hoogen Raad der Nederlanden op den 13den Mei 1852 verleend, goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 19den Mei 1852, n°. 16, en geregistreerd te 's Gravenhage den 24sten Mei daaraanvolgende, zijn aan *Hendrika Bartina Diets*, zonder beroep, wonende te Amsterdam, gegeven al de Regten bij de Wet aan Meerderjarigen toegekend, behoudens de bepaling van Art. 478 van het Burgerlijk Wetboek.

Geschiedende hiervan openbare Aankondiging ter voldoening aan Art. 486 van hetzelve Wetboek.

's Gravenhage, den 25sten Mei 1852.

G. VAN DER JAGT *Wz.*,
Procureur bij den Hoogen Raad.

*** Bij Brieven van Meerderjarig-verklaring, door den Hoogen Raad der Nederlanden op den 13den Mei 1852 verleend, goedgekeurd bij Koninklijk besluit van den 19den Mei 1852, n°. 16, en geregistreerd te 's Gravenhage den 24sten Mei daaraanvolgende, zijn aan *Franciscus Antonius Koevoets*, wonende te Dordrecht, gegeven al de Regten bij de Wet aan Meerderjarigen toegekend, behoudens de bepaling van Art. 478 van het Burgerlijk Wetboek.

Geschiedende hiervan openbare Aankondiging ter voldoening aan Art. 486 van hetzelve Wetboek.

's Gravenhage, den 25sten Mei 1852.

G. VAN DER JAGT *Wz.*
Procureur bij den Hoogen Raad.

*** Door den Hoogen Raad der Nederlanden zijn, op 13 Mei 1852, aan *Willem Hendrik Lemmens*, wonende te Beek, kanton Meerssen, verleend Brieven van Meerderjarig-verklaring, goedgekeurd bij 's Konings besluit van den 19den Mei 1852, n°. 16, welke hem geven al de Regten bij de wet aan Meerderjarigen toegekend, behoudens de bepaling van art. 478 van het Burgerlijk Wetboek.

KRAIJENHOFF,
[Kosteloos.] *Procureur voor den Hoogen Raad.*

Afkondiging ingevolge Artikel 486 van het Burgerlijk Wetboek.

Bij Acte, op den 24sten Mei 1852 voor het Vierde Kantongeregt te Amsterdam verleden, zijnde geregistreerd, heeft de Heer *Rijk de Blank* Handligting verleend aan zijne Minderjarige Dochter *Maria Johanna de Blank*, tot het uitoefenen eener Affaire in Kommenijswaren en tot het Bevaren of doen Bevaren van een Vrachtschip.

Voor Extract,
P. C. SONSTROOM, *Griffier.*

Afkondiging ingevolge Artikel 486 van het Burgerlijk Wetboek.

Bij Acte, op den 24sten Mei 1852 voor het Vierde Kantongeregt, te Amsterdam verleden, zijnde geregistreerd, is aan den Minderjarigen *Pieter van Oogen*, zich ook noemende en schrijvende *Pieter Cornelis van Oogen of Cramer*, verleend Handligting, tot het uitoefenen eener Vleeschhouwerij, en het ten dien einde aangaan van alle Verbindtenissen.

Voor Extract,
P. C. SONSTROOM, *Griffier.*

*** Bij Acte op den 13den Mei 1852 te Amsterdam onderteekend behoorlijk geregistreerd, is tusschen ons, Ondergeteekenden, *Cornelia Wilhelmina van Cooth*, weduwe *Hermanus Kramer*, en *Johannes Albertus Kramer* de na te melden affaire uitoefenende, wonende te Amsterdam in de Oude Teertuinen, bepaald dat de Affaire in het koopen en verkoopen in het groot en klein van Tabak, Snuif, Koffij en Thee, mitsgaders in het Fabriceren van Tabak en Snuif, door nu wijlen den Heer *Hermanus Kramer* onder de Firma *Joannes Kramer en Zonen* uitgeoefend, door ons onder dezelfde Firma in Vennootschap wordt voortgezet voor den tijd van tien jaren en drie maanden, te rekenen van af den 1sten October 1851; na welken tijd de Vennootschap, bij gebreke van opzegging zes maanden bevorens, van jaar tot jaar zal worden gecontinueerd; dat bij Overlijden van een onzer de Vennootschap zal ophouden; indien het sterfgeval plaats heeft tusschen primo Januarij en ultimo Junij alsdan met ultimo December van het sterfjaar, doch plaats hebbende tusschen primo Julij en ultimo December in dat geval met primo Julij van het daarop volgend jaar; zullende de Firma alleen door de eerst Ondergeteekende mogen worden geteekend, doch voor geene andere dan de Vennootschap betreffende zaken.

C. W. VAN COOTH, *Wed.* H. KRAMER.
J. H. KRAMER.

*** Extract uit eene Acte van Vennootschap overgeschreven ten Griffie der Arrondissements-Regtbank te Brielle den 18den Mei 1852:

1. De Vennooten zijn *Arij Mes*, Commissionair en Scheepsagent, en *Gerrit Samuel Zeeman*, Commissionair, beiden wonende te Hellevoetsluis.
2. De Firma is *A. Mes en Zoon*, en strekt alleen tot uitoefening van het vak van Commissionairs en Scheepsagenten.
3. De beide Vennooten hebben het regt van Onderteekening in zaken de Firma betreffende, uitgezonderd bij opneming van gelden, erkentenis van schuld, aankoop, verpanding, ter-leen- of bewaargeving, en bij elke andere verbindtenis waarbij of waarmede de Vennootschap bezwaard of belast zou kunnen worden, in alle welke gevallen beide de Vennooten zich door eigen onderteekening persoonlijk aansprakelijk zullen stellen, en zonder welke zoodanige handeling voor hem die daartoe niet teekende niet verbindend zal zijn.
4. De Vennootschap zal ingaan den 1sten Junij 1852 voor den tijd van 10 Jaren, en derhalve eindigen den laatsten Mei 1862. Zij zal door het overlijden van den Vennoot *Zeeman* zijn ontbonden. Bij overlijden van den Vennoot *Mes*, zullen diens regten overgaan op zijn Zoon *Johannes Magdalenus Mes.*

Er geschiedt hiervan deze Bekendmaking ingevolge Art. 28 van het Wetboek van Koophandel, in de *Staats-courant* en in de *Nieuwe Rotterdamsche Courant.*

Hellevoetsluis, 20 Mei 1852.

A. MES.
G. S. ZEEMAN.

PRIJS-COURANT,

opgemaakt en uitgegeven den 24sten Mei 1852.

op last van Zijne Excellentie den Heer Minister van Finantien, door de beëedigde Makelaars G. A. van der Voort, A. Cras[illegible] P. J. A. Sundorff, T. J. B. Westerwoudt, P. E. H. Praetorius, J. H. Roelofsz, D. Reul Koopman, G. van der Weijden Jr., L. H. We[illegible] en den Gedelegeerde L. Huijsinga Jr., ter voldoening aan het bepaalde bij art. 11, lit. D der wet van den 27sten December 18[illegible] voor zooverre de Buitenlandsche Effecten aangaat, naar aanleiding van art. 28 der wet van den 31sten Mei 1824, tot regeling der w[illegible] van effecten, actien en renten, behoorende tot nalatenschappen waarvan het regt van successie verschuldigd is.

NB. Van de Effecten, achter welke in de kolom van den interest niets ingevuld is, wordt op de memorie van aangeving geen achte[illegible] interest gebragt, aangezien de te goed zijnde interest onder de getaxeerde waarde begrepen is, uitgezonderd de actien der *Neder[illegible] Bank* en de aandeelen in de *Nederlandsche Handel-maatschappij*, waarbij in den handel *eene rente* berekend wordt.

VERSCHILLENDE SOORTEN DER EFFECTEN.	Int. pct.	WAARDE.	
BINNENLANDSCHE EFFECTEN.			
Inschrijving en Certificaten Werk. Schuld	2½	61	pct.
Dito en dito	3	72¾	»
Dito en dito	4	92¾	»
Oblig. ten laste der O. I. bezitt.	4	92½	»
Schuldbekentenissen Amortisatie-Syndicaat	3½	93¾	»
Schatkistbiljetten	4	100	»
STAD AMSTERDAM.			
Schuldbekentenissen 1829	5	105½	»
Losrenten 1845	4	100½	»
STAD MIDDELBURG.			
Obligatien, genegotieerd à 3 pct.	½	11	»
Kansbiljetten	. .	9	»
PARTICULIERE BINNENLANDSCHE NEGOTIATIEN.			
Actien in de Nederl. Bank (voor rente 4 pCt.)	. .	118½	»
Aandeelen in de Nederlandsche Handel-maatschappij (voor rente 4½ pCt.)	. .	115¼	»
Dito Amsterdamsche Entrepôtdok	4½	101	»
Aand. Holl.-IJzeren-Spoorwegm.	. .	81	»
Leening, dito A°. 1844 en 1847	4½	100¾	»
Obligatien Rhijn-spoorweg	4½	99	»
Dito Haarlemmer-meer	5	105	»
Dito dito	4½	101	»
Dito dito	4	95¾	»
Dito in de Maatschappij van Weldadigheid, bij de Lanoy en Z.	4	85½	»
Aandeelen in de geoedeerde Oostfriesche Domeinen	. .	f 615.00	
Dito Concordia res parvae crescunt bij Ketwich en Voomberg	. .	74	pct.
Aandeelen in assurantie compagnien, bij: Heemskerk en van den Broeke	. .	333	»
Spengler en de Waal	. .	202	»
ten Sande en Jarman	. .	264	»
Croese en Blancke	. .	258	»
Lankhorst en Ravesteijn	. .	147	»
J. Zuijderhoff en A. van de Poll	. .	134	»
A. C. Bouman	. .	163	»
Boolen en Lugt	. .	136	»
A. van Bosse	. .	156	»
Dito Societeit van Levensverzekeringen, bij P. Langerhuizen, opgerigt A°. 1807	4	160	»
BUITENLANDSCHE EFFECTEN.			
ENGELAND.			
[illegible]			
Actien in de O. I. Comp. Jan. en Julij	. .	272	»
Dito Bank. . April en Oct.	. .	219½	»
Gered. 3 pcts. annuit. April en Oct.	. .	98¼	»
Geconsolid. 3 pcts dito. Jan. en Julij	. .	99¼	»
Wisselkoers op 2 maanden	. .	f 12.00	
RUSLAND.			
Obligatien bij Hope en Comp. neg. 1798 en 1816	5	106¾	pct.
Dito bij dito, 1828 en 1829	5	105¾	»
1) Inschrijving op het Grootboek in assignaten	6	68	»
1) Certificaten van dito, diverse administratie-kant. te Amsterdam.	6	68¼	»
1) (Den roebel te rekenen op één gulden.)			
2) Inschrijvingen en cert. in zilver	6	119¼	»
2) Dito en certificaten dito A°. 1831 en 1833	5	95¾	»
2) Certificaten van dito, administratie Hamburg A°. 1820.	5	101	»

VERSCHILLENDE SOORTEN DER EFFECTEN.	Int. pct.	WAARDE.	
RUSLAND. (*Vervolg*).			
2) Certificaten van inschrijving, administratie Amsterdam	5	101	pct.
2) Obligatien van dito, te Londen.	5	104½	»
Dito dito dito	4½	102	»
2) Inschrijving en certificaten van dito bij Hope en Co. c. s.	4	90	»
2) Dito bij Stieglitz en Co.	4	89¾	»
2) Poolsche Schatkist-Oblig. Neg. 29 Febr. 1844	4	81½	»
2) (Den roebel te rekenen op twee gulden.)			
Aand. Polen, 1829, van fl. 300	. .	f 265.00	
Dito dito, 1835, van fl. 500	. .	- 157.00	
OOSTENRIJK.			
Obligatien op de Weener Bank, genegotieerd bij Goll en Comp.	5	82	pct.
Dito, bij idem	4½	67	»
Dito, bij idem	4	65	»
Dito, supplementaire letter G en O.	4	60	»
Dito, bij Osy en Zoon	5	79	»
Dito, bij idem	4½	65½	»
Dito, bij idem	4	63½	»
Certificaten van Originele Weener obligatien, bij Goll en Comp.	2½	41	»
3) Obligatien, Weener metalliek.	5	74	»
3) Dito	4½	62¾	»
3) Dito	4	56	»
3) Dito	3	42¾	»
3) Dito	2½	38¼	»
3) Dito	1	14¾	»
3) Dito rente betaalb. te Amsterd. en dito lit. B	5	83¾	»
3) (Den Weener florijn te rekenen op f 1,25 Ned. Courant.)			
Aandeelen in de Oostenrijksche Bank te Weenen	3	f 1210.00	
Dito neg. 25 millioen groot Weener flor. 500	. .	- 1075.00	
Dito dito, W. fl. 250	. .	- 300.00	
FRANKRIJK.			
Certificaten	4½	93	pct.
Inschrijving en certificaten	3	65½	»
Actien in de Fransche Bank en Certificaten van dito	. .	f 1295.00	
(Den frank te rekenen op 50 cents.)			
BELGIE.			
4) Oblig. Negotiatie 1838	3	65¼	pct.
4) Dito, 1836	4	84	»
4) (Den frank te rekenen op [illegible])			
Dito losrenten, A°. 1840	[illegible]	[illegible]	
(Het pond sterling gerekend op f 12.)			
5) Inschrijving en certificaten.	2½	50	»
5) Obligatien.	4½	90	»
5) Den frank te rekenen op 50 cents.)			
PRUISSEN.			
Oblig. Negotiatie 1850 en 1851	4½	100	
Aandeelen leening A°. 1832	. .	f 216.00	
(Den Thaler te rekenen op f 1.80.)			
SPANJE.			
6) Oblig. van A°. 1841 te Londen	3	46½	pct.
6) Dito Passive Schuld	. .	5½	»
6) De 85 p. st. te rekenen op f 1000 Ned. cour.)			
7) Oblig. Binnenlandsche schuld.	3	42½	»
7) Dito uitgest. dito 3 pct. thans.	1	20½	»
7) Uitg. schuld, Parijs	. .	5½	»
7) (De piaster gerekend op f 2.[illegible] Ned. Court.)			
PORTUGAL.			
8) Obligatien A°. 1840 p. st. 100 5 pct. thans.	4	39¼	»
8) Dito A°. 1845 p. st. 100	4	37	»
8) (Het pond sterling gerekend op f 12.)			
Dito, Binnenlandsche Schuld	5	40½	»
(De 1000 M Reis gerekend op f 2700.)			
ITALIE.			
Certificaten Monte di Milano, bij S. en D. Saportas, c. s.	5	79	»
(De 1000 lires te rekenen op f 466 Ned. Court.)			

VERSCHILLENDE SOORTEN DER EFFECTEN.	Int. pct.	WAARDE.
PAUSELIJKE STAAT.		
Obligatien genegotieerd te Parijs.	5	85
Geconverteerde, bij J. van Beeck Vollenhoven, c. s.	5	82
(De frank en de lire te rekenen op 50 cents.)		
SARDINIE.		
9) Obligatien te Londen, 1851	5	95
NAPELS.		
Certificaten van 5 pcts geconsolideerde schuld, bij Lamaison en Bouwer	5	94½
(De lire te rekenen tegen 50 cents.)		
DENEMARKEN.		
Obligatien	4	94
Dito	3½	81½
9) Dito genegotieerd te Londen	3	77¾
Dito dito 1849 en 1850	5	103½
[illegible]		
Obligatien neg. op de steden Washington, Alexandrie en Georgetown, bij D. Crommelin en Soonen	5	103½
9) Obl. van de Citizens-bank in Louisiana A°. 1836 en 1837	5	100
9) Obl. v. de bank te Philadelphia, bij Rothschild	. .	56
Dito dito bij Hope en Comp., n°. 1 à 5500	. .	54
Dito bij dito, n°. 5501 à 10,000	. .	78
10) Vereenigde Staten. Cert. bij Hope en Comp. losbaar na 1867.	6	115
10) Pennsylvania cert. bij idem, losbaar na 1862	5	85
10) Cert. ten laste der Bank der Vereenigde Staten te Philadelphia, bij Hope en C°.	. .	4¼
10) (De dollar te rekenen op f 2.50.)		
MEXICO.		
9) Oblig. genegotieerd te Londen, geconverteerde, A°. 1851	3	25
BRAZILIE.		
9) Oblig., genegotieerd te Londen bij Rothschild 1824. p. st. 100	5	98¾
9) Idem » 200	5	98¼
9) Dito dito bij J. L. Goldsmit, 1843 p. st. 100 en 200	5	97¼
9) Dito dito bij Samuel en Philips, 1839 p. st. 100 en 200	5	97¼
COLUMBIA.		
9) Obligatien van Venezuela en Nieuw Grenada	. .	3½
VENEZUELA.		
9) Obligatien 6 pct. thans.	2½	30½
9) Uitgestelde schuld	. .	15
NIEUW GRANADA.		
9) Obligatien 6 pct. thans.	2	20¼
9) Uitgestelde schuld	. .	9
PERU.		
9) Obligatien, genegotieerd te Londen 6 pct. thans.	5½	102½
9) Uitgestelde schuld 3 pct., thans	1	62
9) (Het pond sterling te rekenen op f 12.)		

WISSELKOERSEN

ter Beurze van Amsterdam.

Parijs	op Kort	f 56.75	per 40	Kr. v. 3[illegible]
Hamburg	» »	» 35.31	» 40	M. banc[illegible]
Weenen	» 6/w.	» 29.00	» 20	Rijksd. 30 flor.
Lissabon	» 3/m.	» 42.00	» 40	Crusado[illegible]
Napels	» 2 »	» 81.12½	» 40	Duc. di [illegible] of 176 [illegible]
Londen	» Kort	» 12.05	»	L. Sterling.
St. Petersburg	» 2/m.	» 1.84½	» 1	Zilv. R.
Madrid	» 3 »	» 2.46	»	Piast. van 20 Realen de Vellon

Amsterdam, dato als boven.

TE 'S GRAVENHAGE TER ALGEMEENE LANDS-DRUKKERIJ.